

Un Président expert ou panier percé ?

Dès fin avril, il y aura la publication des prescriptions des agences de notation Moody's et Ficht, puis fin mai celle de Standard and Poor's, la plus redoutée. Les créanciers internationaux vont alors dresser l'oreille, et décider s'il faut ou non continuer à faire confiance à la France qui prend des engagements mais oublie de les respecter. Nous sommes en Europe parmi les pays les plus dépendants des investisseurs mondiaux, les italiens par exemple pourtant plus endettés sachant «italianiser» les appels de fonds de leur Etat, tandis que l'épargne française demeure souvent stérilisée à la Caisse des Dépôts. La bataille de la dette va durer d'ici là, et ce n'est pas une paille qu'attend l'Etat d'ici décembre. C'est hélas d'une masse de 285 milliards d'euros d'argent frais dont le pachyderme bureaucratique français a besoin pour fonctionner, payer des fonctionnaires de plus en plus nombreux. Et accessoirement pour investir si un bataillon d'experts ne s'ingénie pas (en langage pompidolien) à nous «emmerder» plus que de raison.

Démocratie

Il se pourrait bien que le Gouvernement, même si le Président ne le souhaite pas, soit contraint de s'adresser au Parlement pour redresser la situation financière désastreuse de l'Etat, par une loi de finances rectificative qui serait votée cet automne. Ne serait-ce que pour montrer que la France est encore une démocratie, au lendemain du hold-up orchestré par le Président de la République et par le Conseil Constitutionnel barrant la route à toute forme de consultation populaire, portant notamment sur les migrations. La France sera sortie de sa période olympique, donc de sa période d'immunité médiatique, et pourrait arrêter démocratiquement une stratégie de désendettement qui ne mettrait pas le Parlement de côté. Un moyen de mesurer son sérieux. Ce serait la moindre des choses car, sciemment, c'est aux parlementaires d'abord et aux Français ensuite que l'exécutif ne dit pas la vérité depuis quinze ans sur le dossier des dépenses publiques. Un mea culpa argumenté, charpenté, venant d'un Président expert surpris par les événements, aurait beaucoup de gueule...

Plus que les quotidiens et les chaînes d'information peu affûtées sur le sujet, ce sont les hebdomadaires qui ont abondamment couvert l'information financière essentielle, selon laquelle la France était

en situation de dérive financière sérieuse et serait contrainte de réduire ses dépenses d'au moins 50 milliards d'euros. Parmi eux, l'Express, Marianne, le Point et Challenges, qui sonnent la charge, comme dans un western. Avec un titre ronflant « *l'homme aux 1000 milliards de dettes* » qui nous fait penser à Ennio Morricone dans l'un d'entre eux. Deux journalistes du beau sexe, Béatrice Parrino et Mathilde Siraud, ont dégainé, relayant les politologues maison Baverez et Delhommais qui défrichent le terrain touffu du maquis budgétaire français depuis des années.

1000 milliards de dettes, un séisme !

Emmanuel Macron était celui qui se redressait, souriait béatement et se rengorgeait dès que le qualificatif de « *Mozart de la finance* » venait à ses oreilles. Si jeune, si immodeste, pensez donc, venant de chez Rothschild et entré en 2012 au cabinet du Président Hollande à l'Élysée, ça ne pouvait être que lui. Aujourd'hui, 12 ans après, copie rendue, il reçoit sa volée de bois vert, sa corbeille de tomates bien mûres. Comme si ses intuitions, sa fortune personnelle rapide grâce à sa fréquentation assidue des Pd g de Nestlé, de Pfizer et d'Alain Minc confidents des Présidents, n'avaient pas été de vraies réussites personnelles et promotionnelles qu'il sut très bien vendre. Tant auprès, large éventail, de Jean-Pierre Chevènement que de Michel Rocard, côté gauche, sans oublier Nicolas Sarkozy et François Fillon côté droit, pour lesquels il travailla assidument.

Pour Béatrice Parrino et Mathilde Siraud, volée de chiffres à l'appui, Emmanuel Macron est l'inventeur du concept du « *en même temps* », du « *et de gauche et de droite* », du dehors et du dedans, aussi n'en est-il pas « *à une ou deux incohérences près* ». Elles cinglent. « *Le chantre du sérieux budgétaire qu'il fut avant d'entrer à l'Élysée, écrivent-elles, s'est mué une fois élu en un incorrigible panier percé* ». En 2027, le Point avec le concours de l'Institut économique Molinari indique qu'il laissera le pays avec au moins 1000 milliards d'euros de dettes supplémentaires au terme de ses deux mandats. Un tiers de la dette totale de la France aura donc été accumulé en dix ans. Atteindre 3100 milliards en 2027 soit 110% de notre production de richesse nationale, par le fait d'un seul de nos 8 présidents de la 5^{ème} République, ce serait un séisme. Un saut vertigineux, qui fait songer à cette phrase devenue un classique : « *malheur à la ville dont le prince est un enfant* ».

Gravissime

Se peut-il que le Président ait dissimulé aux Français la situation tendue de la trésorerie de la Nation, s'interdisant à prononcer le mot de dette depuis son élection de 2017, alors qu'il intervient dans les média matin et soir pour un oui ou pour un non?

Se peut-il que le Ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin mentait lorsqu'il prévenait ses successeurs au Ministère des Comptes Publics, le dernier en date étant Thomas Cazenave, en leur confiant qu'il fallait se méfier car le Président Macron dépensait avec allégresse, signalait des chèques à tire larigot, mais se moquait de l'équilibre des dépenses publiques comme de sa première chemisette? Se peut-il que le Gouvernement ait menti aux français, puisqu'il a fallu que le sénateur LR de Meurthe-et-Moselle Jean-François Husson ait le premier sonné le tocsin lorsqu'il constata le 20 mars lors de sa descente impromptue à Bercy que la dérive financière inattendue de fin 2023-début 2024 serait de l'ordre de 20 milliards d'euros. Un tel trou s'ajoutant au déficit prévisionnel de 175 milliards d'euros, est rarissime, hors période de crise, disent les spécialistes, Une paille par rapport au chiffre des économies rapides de 10 milliards aussitôt annoncées dans la précipitation par le Ministre Le Maire, vite doublé par son collègue Thomas Cazenave les jours suivants. Autant de preuve de la panique ambiante, que les Agences de notation notent. Chiffre de nouveau enfoncé quelques jours plus tard par la Cour des Comptes et son premier Président Pierre Moscovici, pour qui 50 milliards d'économies d'ici 2027 permettront à la France d'être dans les clous et de respecter à Bruxelles le déficit communément admis de 3% de la richesse nationale.

Nos deux enquêtrices ont collecté chiffres et témoignages, non sans pugnacité, car les couloirs de Bercy ne sont pas des endroits où les financiers se déboutonnent. Les déclarations de l'ancien ministre des finances du Président François Hollande, Michel Sapin, sont intéressantes parce que rares. S'il ne nie pas les dérives observées, il estime que l'expérience du «*quoi qu'il en coûte*» fut gravissime. Car elle s'est affirmée ensuite comme «*une manière d'être et de fonctionner*», avec pluie de chèques et de plans pour ceci et de plans pour cela, créant «*une attitude d'irresponsabilité des gouvernements*». On entendait dans l'entourage du Ministre Le Maire, de temps à autres, une formule – «*c'est la foire à la saucisse*»,- décrivant bien cette atmosphère voisine de la gabegie qui prévalait dans les palais officiels..

Caisse cramée

Bonne pioche, encore, pour Béatrice Parrino et Mathilde Siraud, exhumant une belle formule du premier Premier Ministre du Président Macron, Edouard Philippe, prononcée en 2017 et déplorant que «*la France danse sur un volcan*». C'était l'époque où il goûtait les éditoriaux de Nicolas Baverez et c'était avant que les deux quinquennats macroniens ne se soldent par les fameux 1000 milliards d'euros aujourd'hui sortis de l'ombre. Même bonne inspiration avec Valérie Pécresse, ministre talentueuse de l'enseignement supérieur sous Sarkozy, aujourd'hui patronne de la Région Ile-de-France où elle slalome avec habileté entre les ukases élyséens et ceux de la Maire de Paris Anne Hidalgo, qui fut moins heureuse en 2022 lors de la présidentielle cadennassée par le couple médiatique Marine Le Pen - Emmanuel Macron. Resterait sans doute pour Mme Pécresse son constat prémonitoire. «*le Président a déjà cramé la caisse en 5 ans.*» Faible gain électoral mais succès médiatique assuré. On a toujours tort d'avoir raison trop tôt, disait Turgot, selon feu le Président Edgar Faure qui usa de cette phrase pour en faire le titre de ses mémoires. Bien avant que les Gilets Jaunes, la crise du gaz et le bouclier énergétique, l'inflation et les émeutes de juin 2023 détruisent par le feu des centaines de bâtiments publics, le Gouvernement tétanisé ne saura répondre à ces défis qu'en distribuant des chèques à tous. Faillite du respect et de l'autorité assurée.

Nos enquêtrices concluent leur étude par «*le scandale d'Etat de notre système de retraite qui court à sa perte*» si l'on continue à se mettre la tête sous l'aile, où le déficit est en réalité de 68 milliards d'euros. Mensonges, dissimulations, documents trompeurs présentés au Parlement, comptes insincères transférés entre branches et présentés comme officiels, l'inspecteur des finances Jean-Pascal Beaufret, «*las des discours trompeurs sur les déficits sociaux*» a ouvert ses dossiers au «*Point*». Conclusion, la France est l'un des pays les plus généreux d'Europe mais il est impossible d'en discuter car l'exécutif continue à cadennasser le débat, étouffer le Parlement, affirmer que nos caisses de retraite sont excédentaires alors qu'elles sont outrageusement déficitaires. Dans son dernier livre «*la voie française*», le Ministre Bruno Le Maire s'interroge. Sur 1000 euros de dépenses publiques chaque année, près de 250 vont au financement des retraites. Un quart, est-ce le choix le plus judicieux?» Conclusion, nous sommes fiers de notre modèle social, mais nous devons nous interroger sur sa soutenabilité financière à long terme.

C.L. D'ESCLÉS.